

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 108.247 du 20 juin 2002

A.87.736/VIII-1598

En cause : **DEMOULIN** Philippe,
ayant élu domicile chez
Me Valérie DELCROIX, avocat,
rue de Suisse 24
1060 Bruxelles,

contre :

la Communauté française, représentée par
son Gouvernement,

ayant élu domicile chez
Me Marc UYTENDAELE, avocat,
rue Capitaine Crespel 2-4
1050 Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA VIII^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 8 novembre 1999 par Philippe DEMOULIN qui
demande l'annulation de :

- " - l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999, nommant M. GORET Bernard, par avancement de grade, au grade de directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999;
- l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999, nommant M. BERGER Alain, par avancement de grade, au grade de directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999;
- l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999, nommant M. JANNE Marc-Henri, par avancement de grade, au grade de directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999;
- l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999, nommant M. LOECKX Etienne, par avancement de grade, au grade de directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999;
- l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999, nommant M. LOUIS Claudine, par avancement de grade, au grade de directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999;

- l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999, nommant M. NOSENT Jean-Pierre, par avancement de grade, au grade de directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999;
- l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999, nommant M. QUAGHEBEUR Marc, par avancement de grade, au grade de directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999;
- l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999, nommant M. VAN RIET Marc, par avancement de grade, au grade de directeur général adjoint, catégorie du grade : fonctionnaire général, le 1^{er} juin 1999";

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu la lettre du 10 février 2002 adressée au Conseil d'Etat par le requérant;

Vu le rapport de M. PAQUET, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 59 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 7 mai 2002 ordonnant le dépôt du rapport et fixant l'affaire à l'audience du 31 mai 2002;

Entendu, en son rapport, M. GEUS, président de chambre;

Entendu, en ses observations, Me SCHAFFNER, loco Me UYTENDAELE, avocat, comparissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. HERBIGNAT, premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, par sa lettre du 10 février 2002, le requérant fait savoir au Conseil d'Etat qu'il se désiste de son recours; que rien ne s'oppose à ce que le désistement soit accueilli,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 173,53 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt juin deux mille deux par :

M. GEUS, président de chambre,
M^{me} HONDERMARCQ, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

J.-Cl. GEUS.